

Stéphane LECLERC

Grade : Maître de Conférences (HDR)

Discipline : Droit Public

Spécialités : Droit de l'UE, Droit institutionnel de l'UE, Droit matériel de l'UE

Bureau : DR261

+ 33 (0) 2 31 56 51 95

stephane.leclerc@unicaen.fr

Responsabilités universitaires et académiques

- . Directeur du Carré international de l'Université Caen Normandie (depuis 2019)
- . Vice-doyen de la Faculté de droit en charge de la licence d'administration publique (depuis 2017)
- . Codirecteur de l'Institut des Métiers du Droit et de l'Administration (IMDA) (depuis 2016)
- . Membre du Conseil de la Faculté de Droit-AES (2002-2005 ; depuis 2012)
- . Membre du Conseil du Service universitaire des activités physiques et sportives de l'UCN (depuis 2008)
- . Membre de la Commission éditoriale des Presses universitaires de Caen (PUC) (depuis 2015)
- . Président de la Section de Droit public (2012-2016)
- . Responsable des Sportifs de Haut-Niveau et d'élite universitaire de l'UFR Droit-AES (2003-2019)
- . Président de la Commission de Validations d'Études de l'UFR Droit-AES (2013-2019)
- . Membre du Conseil académique de la ComUE Normandie Université (2015-2019)

- . Membre de la Commission pour l'Étude des Communautés européennes (CEDECE) (depuis 1998)
- . Chercheur associé au CEDRE – Droit européen de l'Université de Rennes 1 (depuis 2014)
- . Directeur de la Collection « Rencontres européennes », Éditions juridiques Bruylant (Bruxelles)
<https://www.larcier.com/fr>

Enseignements

- . Droit institutionnel de l'UE (CM, Licence Droit 2^e année, Alençon, UFR Droit)
- . Les institutions de l'UE (CM, Licence d'administration publique 3^e année, IMDA)
- . Droit de la fonction publique (CM, Licence d'administration publique 3^e année, IMDA)
- . Droit du marché intérieur de l'UE (CM, Master 2 DJCE, UFR Droit)
- . Droit de l'environnement (CM et SEM, Master 2 PRO AGIRE, UFR SGGAT)
- . La politique de cohésion économique, sociale et territoriale de l'UE (SEM, Master 2 CEE, UFR SEGGAT ; SEM, Master 2 Carrières publiques, UFR Droit)
- . Contentieux de la libre circulation des travailleurs dans l'UE (SEM, Master 2 Droit fondamentaux, UFR Droit)
- . Les droits et obligations du fonctionnaire (SEM, Master 2 Carrières publiques, UFR Droit)

Publications et productions scientifiques

THÈSE

- . **La politique communautaire à l'égard des petites et moyennes entreprises**, sous la direction de Constance GREWE, Université Caen Normandie, 1997.
Lauréat du prix de thèse de la Faculté de droit de l'Université de Caen Basse-Normandie 1997 (Prix Guillouard)
Lauréat du prix de thèse de l'École doctorale Droit-Normandie (ED 098) 1997
Lauréat de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de l'Institut de France 1998 (Prix Daniel Strasser)

ORGANISATION DE COLLOQUES ET DE JOURNÉES D'ÉTUDES

- . Co-organisateur de la journée d'études CEDECE du CRDFED, L'Union européenne et les Droits fondamentaux, mai 1998.
- . Co-organisateur de la 1^{ère} édition des Rencontres Européennes de Caen, La Charte sociale européenne, mars 2000.

- . Organisateur de la 3^{ème} édition des Rencontres Européennes de Caen, L'Europe et les régions : Quinze ans de cohésion économique et sociale, mars 2002.
- . Co-organisateur de la 4^{ème} édition des Rencontres Européennes de Caen, La citoyenneté européenne, novembre 2004.
- . Co-organisateur de la 5^{ème} édition des Rencontres Européennes de Caen, La libre circulation des personnes dans l'Union européenne, mars 2008.
- . Co-organisateur de la 6^{ème} édition des Rencontres Européennes de Caen, Europe(s), Droit(s) et Migrant irrégulier, février 2011.
- . Co-organisateur de la 7^{ème} édition des Rencontres Européennes de Caen, 1963-2013 : les 50 ans du traité de l'Élysée. Le couple franco-allemand dans la construction européenne, septembre 2013.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- . **Politique Agricole Commune et Environnement**, Apogée (Publication du CEDRE de l'Université de Rennes 1, Série Études), 1993, 141 p.
- . **Droit social européen**, en collaboration avec Alain Guggenbühl, Bruylant, 1995, 685 p.
- . **L'Union européenne et les droits fondamentaux**, en collaboration avec Jean-François Akandji-Kombé et Marie-Joëlle Redor-Fichot, Bruylant, 1999, 235 p.
- . **La Charte sociale européenne**, en collaboration avec Jean-François Akandji-Kombé, Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°1), 2001, 207 p.
- . **L'Europe et les régions : Quinze ans de cohésion économique et sociale**, Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°3), 2003, 292 p.
- . **La citoyenneté européenne**, en collaboration avec Jean-François Akandji-Kombé, Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°6), 2007, 167 p.
- . **La libre circulation des personnes dans l'Union européenne**, Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°12), 2009, 169 p.
- . **Europe(s), droit(s) et migrants irréguliers**, Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°18), 2012, 196 p.
- . **1963-2013 : les 50 ans du traité de l'Élysée. Le couple franco-allemand dans la construction européenne**, L'Harmattan, 2016, 191 p.

OUVRAGES DIDACTIQUES

- . **Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes**, Gualino-Lextenso (coll. « Fac-Universités »), 2003, 279 p.
- . **QCM et QRC - Droit institutionnel de l'Union européenne**, LGDJ-Lextenso (coll. « Exercices corrigés ») 1^{ère} éd. 2005, 222 p. ; 2^{ème} éd. 2007, 216 p.
- . **Les institutions de l'Union européenne**, Gualino-Lextenso (coll. « Mémentos LMD »), 1^{ère} éd. 2005, 233 p. ; 2^{ème} éd. 2007, 249 p. ; 3^{ème} éd. 2010, p. 255 p. ; 4^{ème} éd. 2012, 256 p. ; 5^{ème} éd. 2014, 254 p. ; 6^{ème} éd. 2016, 244 p. ; 7^{ème} éd. 2018, 244 p. ; 8^{ème} éd. 2020, à paraître.
- . **QCM et QRC - Droit public**, en collaboration avec Jean-Manuel Larralde, Gualino-Lextenso (coll. « QCM/QRC »), 1^{ère} éd. 2005, 222 p.
- . **L'essentiel du droit des institutions de l'Union européenne**, Gualino-Lextenso (coll. « Les Carrés »), 1^{ère} éd. 2007, 135 p. ; 2^{ème} éd. 2010, 158 p. ; 3^{ème} éd. 2012, 156 p. ; 4^{ème} éd. 2013, 158 p. ; 5^{ème} éd. 2014, 160 p. ; 6^{ème} éd. 2015, 160 p. ; 7^{ème} éd. 2017, 157 p. ; 8^{ème} éd. 2018, 160 p. ; 9^{ème} éd. 2019, 168 p. ; 10^{ème} éd. 2020, à paraître
- . **Droit de l'Union européenne**, Gualino-Lextenso (coll. « Mémentos LMD »), 1^{ère} éd. 2009, 205 p. ; 2^{ème} éd. 2011, 221 p. ; 3^{ème} éd. 2013, 231 p. ; 4^{ème} éd. 2015, 233 p. ; 5^{ème} éd. 2017, 237 p. ; 6^{ème} éd. 2019, 235 p. ; 7^{ème} éd. 2021, à paraître.
- . **Réussir les QRC – Préparation aux concours d'entrée aux Instituts Régionaux d'Administration**, en collaboration avec David Bioret, Jean-Manuel Larralde et Thierry Lamulle, Hachette Livre (coll. « Objectif Concours »), 1^{ère} éd. 2009, 272 p.
- . **Le guide des institutions politiques, administratives, européennes et internationales**, en collaboration avec David Bioret, Jean-Manuel Larralde et Thierry Lamulle, Hachette Livre (coll. « Objectif Concours »), 1^{ère} éd. 2010, 272 p.
- . **Manuel de culture territoriale – Structures et politiques territoriales**, en collaboration avec David Bioret, Jean-Manuel Larralde et Thierry Lamulle, Hachette Livre (coll. « Objectif Concours »), 1^{ère} éd. 2012, 255 p. ; 2^{ème} éd. 2014, 251 p. ; 3^{ème} éd. 2015, 255 p. ; 4^{ème} éd. 2016, 256 p.

. **Droit du marché intérieur de l'Union européenne**, en collaboration avec Grégory Godiveau, Gualino-Lextenso (coll. « Master »), 1^{ère} éd. 2016, 516 p.

ARTICLES (extraits)

. « L'Euro et l'environnement réglementaire des entreprises », *in* Encyclopédie de Gestion et du Management, Éd. Le Duff (R.), Dalloz, 1999, pp. 368-372.

. « L'égalité de traitement entre les hommes et les femmes : l'ascension d'un droit social fondamental », *in* L'Union européenne et les Droits fondamentaux, Actes de la journée d'études CEDECE organisée par le Centre de Recherche sur les Droits Fondamentaux de l'Université de Caen le 7 mai 1998, Éd. Leclerc (S.), Akandji-Kombé (J.-F.), Redor (M.-J.), Bruylant, 1999, pp. 197-222.

. « La politique communautaire de l'environnement : du normatif à l'incitatif », *in* Maire et Environnements : menaces et/ou opportunités ?, Actes des Troisièmes Rencontres Ville-Management organisées par l'IAE des Pays de l'Adour les 9 et 10 septembre 1999 à Bayonne, Éd. Le Duff (R.), Rigal (J.-J.), Dalloz (coll. « Thèmes et Commentaires »), 2000, pp. 67-87.

. « La Communauté européenne et le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques », *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 2001, pp. 31-46.

. « L'avenir des Fonds structurels de la Communauté européenne (2000-2006) », *in* La cohésion économique et sociale : une finalité de l'Union européenne (vol. II : Les outils et les politiques), Actes du colloque de la CEDECE organisé par l'IEP de Grenoble les 19, 20 et 21 novembre 1998, Éd. Guillermin (G.), Oberdorff (H.), La Documentation française (coll. « Travaux de la CEDECE »), 2001, pp. 47-63.

. « Les limitations et restrictions à l'application de la Charte sociale européenne », *in* La Charte sociale européenne, Actes des Premières Rencontres Européennes de Caen organisées à l'Université de Caen le 17 mars 2000, Éd. Akandji-Kombé (J.-F.), Leclerc (S.), Bruxelles (coll. « Rencontres européennes » - n°1), 2001, pp. 67-91.

. « Le référendum communal en France », *in* Démocratie et Management local, Actes des Quatrièmes Rencontres Ville-Management organisées par l'Institut de Gestion de l'Université de Nancy II les 16 et 17 novembre 2000, Éd. Le Duff (R.), Rigal (J.-J.), Schmidt (G.), Paris (coll. « Thèmes et Commentaires »), 2001, pp. 119-141.

. « Le système européen d'échange de droits d'émission des gaz à effet de serre », *in* Le Protocole de Kyoto : mise en œuvre et implications, Actes du colloque organisé par le Centre du Droit de l'Environnement de l'Université Robert Schuman les 25 et 26 janvier 2001, Éd. Petit (Y.), Presse Universitaire de Strasbourg, 2002, pp. 115-135.

. « L'évolution du cadre juridique et conceptuel de la cohésion économique et sociale : la nouvelle réglementation des Fonds structurels (2000-2006) », *in* L'Europe et les régions : Quinze ans de cohésion économique et sociale, Actes des Troisièmes Rencontres Européennes de Caen organisées à l'Université de Caen et au Conseil Régional de Basse-normandie les 14 et 15 mars 2002, Éd. Leclerc (S.), Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°3), 2003, pp. 71-91.

. « Les facteurs de convergence de la démocratie locale et régionale dans l'Union européenne », *in* Démocratie et Management local, Actes des Cinquièmes Rencontres Ville-Management organisées par l'IAE des Pays de l'Adour les 6 et 7 septembre 2001 à Bayonne, Éd. Le Duff (R.), Rigal (J.-J.), Dalloz (coll. « Thèmes et Commentaires »), 2003, pp. 295-316.

. « Les régions et les Fonds de la cohésion économique et sociale », *in* L'Union européenne, Ed. Dubouis (L.), Paris : La documentation française (coll. « Les notices »), notice n°14, 2004, pp. 148-156.

. « Les droits du citoyen européen », *in* La citoyenneté européenne, Actes des Quatrièmes Rencontres Européennes de Caen organisées à l'Université de Caen le 26 novembre 2004, Éd. Leclerc (S.), Akandji-Kombé (J.-F.), Bruxelles (coll. « Rencontres européennes » - n°6), 2007, pp. 51-80.

. « La décentralisation du revenu minimum d'insertion et la création du revenu minimum d'activité dans la Région de Basse-Normandie », en collaboration avec Xavier Mondesert, Monographie réalisée dans le cadre du Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe (GRALE) à la demande du Centre d'études et de prévision du Ministère de l'Intérieur, *in* La décentralisation du revenu minimum d'insertion, Centre d'études et de prospective du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, La documentation française (coll. « Les travaux du centre d'études et de prospective »), 2007, pp. 86-94.

. « La politique régionale », *in* L'Union européenne – Édition Traité de Lisbonne, Éd. Ziller (J.), La documentation française (coll. « Les notices »), notice n°13, 2008, pp. 133-139.

. « Les Fonds structurels », *in* Dictionnaire critique de l'Union européenne, Éd. Bertoncini (Y.), Chopin (T.), Dulphy (A.), Kahn (S.), Levade (A.), Manigand (C.), Armand Colin, 2008, pp. 187-188.

- . « Les limitations aux libertés de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique : les apports de la directive 2004/38/CE », *in* La libre circulation des personnes dans l'Union européenne, Actes des Cinquièmes Rencontres Européennes de Caen organisées à l'Université de Caen le 27 mars 2008, Éd. Leclerc (S.), Bruylant (coll. « Rencontres européennes » - n°12), 2009, pp. 65-89.
- . « Le principe pollueur-payeur », *in* Droit et politiques de l'environnement, Éd. Petit (Y.), La documentation française (coll. « Les notices »), notice n°4, 2009, pp. 41-48.
- . Rapport introductif de l'ouvrage collectif - La libre disposition de son corps, Actes de la journée d'études organisée par le CRDFED de l'Université de Caen Basse-Normandie le 16 octobre 2008, Éd. Larralde (J.-M.), Bruylant (coll. « Droit et justice »), n°88, 2009, pp. 259-261.
- . « La situation aéroportuaire dans la Région Basse-Normandie », *in* La réforme aéroportuaire de la loi du 13 août 2004 à l'épreuve des faits, Éd. Mamontoff (C.), L'Harmattan, 2011, pp. 293-301.
- . « La politique régionale : régions, États et solidarité », *in* La solidarité dans l'Union européenne - Pierre angulaire d'un système juridique, Éd. Boutayeb (C.), Dalloz (coll. « Thèmes et commentaires »), 2011, pp. 297-310.
- . « L'Union européenne et le séjour du migrant irrégulier : l'approche répressive », *in* Europe(s), Droit(s) et Migrant irrégulier, Actes des Sixièmes Rencontres Européennes de Caen organisées à l'Université de Caen le 24 février 2011, Bruylant (coll. « Rencontres européennes »), 2012, pp. 65-94.
- . « La France, le droit de l'Union et les Roms. Analyse critique de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, l'intégration et à la nationalité au regard de la directive 2004/38/CE », *in* Roms, tsiganes et gens du voyage, Actes du colloque organisé par le Centre de Recherche sur les Droits Fondamentaux et les Évolutions du Droit les 24 et 25 novembre 2011, Université de Caen Basse-Normandie, Éd. Redor-Fichot (M.-J.), Mare et Martin, 2013, pp. 261-287.
- . « L'initiative citoyenne européenne : un premier pas vers la démocratie participative dans l'Union européenne », *in* La Constitution, l'Europe et le droit en mouvement, Mélanges en l'honneur du Doyen Jean-Claude Masclat, Éd. Boutayeb (C.), Éd. Publications de la Sorbonne, 2013, pp. 675-694.
- . « La notion européenne de service public », *in* Deuxième journée de droit comparé franco-macédonien - Le droit administratif organisée par l'IDHP le 7 novembre 2013 à Skopje, Les éditions de l'Institut International des droits de l'Homme et de la Paix, 2015, pp. 35-44.
- « Introduction. Quel couple franco-allemand pour quelle Europe ? », *in* 1963-2013 : Les 50 ans du traité de l'Élysée. Le couple franco-allemand dans la construction européenne, Actes des Septièmes Rencontres Européennes de Caen organisées par le Centre de Recherche sur les Droits Fondamentaux et les Évolutions du Droit le 27 septembre 2013, Université de Caen Basse-Normandie, Éd. Larralde (J.-M.), Leclerc (S.), L'Harmattan, 2016, pp. 13-16.
- . « La Commission européenne précise les principaux concepts liés à la notion d' 'aide d'État' mentionnée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », Commentaire de la communication de la Commission relative à la notion d' 'aide d'État' mentionnée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JOUE n° C262/01 du 19 juillet 2016), Actualité des procédures collectives civiles et commerciales, n° 17, 2 novembre 2016, n°239, pp. 5-6.
- . « Travailleur », *in* Abécédaire de droit de l'Union européenne, Mélanges en l'honneur de Catherine Flaesch-Mougin, Presses universitaires de Rennes (coll. : Droits européens), 2017, pp. 553-562.
- . « Attentes et perspectives des acteurs de la politique de cohésion : regards croisés sur la réforme et les articulations avec les autres politiques territoriales de l'Union européenne », *in* Les Régions et la politique de cohésion de l'Union européenne, Actes du colloque organisé par le GIS Centre d'excellence Jean Monnet de Rennes les 30 juin et 1^{er} juillet 2014, Éd. Baudelle (G.), Charles-Le Bihan (D.), Presses universitaires de Rennes (coll. : Espace et territoires), 2017, pp. 235-237.
- « La politique de cohésion de l'Union européenne », *in* L'Europe de la santé, Éd. Coron (G.), Presses de l'EHESP (coll. « Regards croisés »), 2018, pp. 89-101.
- . « Lorsque les notaires sont confrontés aux vicissitudes de la liberté d'établissement : petit retour sur les arrêts en constatation de manquement de la Cour de justice du 24 mai 2011 », Les petites affiches, n° 104, 24 mai 2019, pp. 21-27.
- . « Regard sur l'Actu - L'Union européenne à l'heure du Brexit », Prisme - Le journal de la recherche Unicaen, n°9, juin 2019, p. 12.
- . « Les dix ans du paquet législatif « Marchandises » : bilan et perspectives », *in* La « procéduralisation » du droit du marché intérieur, Actes du colloque organisé par le Pôle de Recherche en Sciences Humaines et sociales (PRSH) les 18 et 19 octobre 2018, Université Le Havre Normandie, Éd. Adalid (S.), Michéa (F.), Presses universitaires de Rennes (coll. : Droits européens), 2020, à paraître.

- . « La gestion directe des fonds européens structurels et d'investissement par les régions en France », *in* Les implications territoriales de l'appartenance à l'Union européenne, Actes des Journées Jean Monnet organisées par le Centre de Recherche sur les Droits Fondamentaux et les Évolutions du Droit le 9 octobre 2015, Université de Caen Normandie, Éd. Potvin-Solis (L.), Bruylant (coll. « colloque Jean Monnet »), 2020, à paraître.
- . « La nouvelle politique de cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union européenne 2012-2027 », 2020, à paraître.
- . « Contribution au respect de l'État de droit et des droits fondamentaux dans l'Union européenne : plaider pour la création d'un recours en constatation de manquement d'urgence », 2020, à paraître.

NOTES DE JURISPRUDENCE

- . « Les communications de la Commission et le marché intérieur », Note sous l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 20 mars 1997, affaire C-57/95, République française et Royaume d'Espagne contre Commission des Communautés européennes, Cahiers de Droit européen, n° 1.2, 1998, pp. 161-175.
- . « Vers une responsabilité des collectivités locales en cas de violation du droit communautaire », en collaboration avec Xavier Mondesert, Note sous l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 4 juillet 2000, affaire C-424/97, Salomone Haim et Kassenzahnärztliche Vereinigung Nordrhein, Actualité juridique Droit Administratif, n° 3, mars 2002, Paris, 2002, pp. 201-209.
- . « Précisions sur l'obligation d'information des États membres envers la Commission en matière de récupération des aides d'État », Commentaire sous l'arrêt de la Cour de justice du 17 janvier 2018, Commission/République hellénique, C-363/16, EU:C:2018:12, Actualité des procédures collectives civiles et commerciales, n° 7, 6 avril 2018, n°97, pp. 6-7.